

“LES TURCS ONT PASSÉ LÀ”

PAR GUY KONOPNICKI

Aussi étrange que cela puisse paraître dans le contexte d'aujourd'hui, la France et la Turquie appartiennent à une même alliance militaire, l'Otan, constituée pour faire face à un danger de guerre qui semblait imminent en 1949. L'alliance ayant survécu au principal ennemi potentiel, l'URSS, l'assemblée parlementaire de l'Otan s'est réunie à Antalya, en Turquie. Le président du Parlement turc, Mustafa Sentop, a ouvert la séance par une attaque en règle contre la France, qu'il a tranquillement accusée de manipuler l'histoire, alors qu'elle n'a aucune leçon à donner étant elle-même coupable, pour l'Algérie et, pendant que nous y sommes, pour le Rwanda. Pour protester contre une telle attaque contre le pays qu'elle représente au sein de cette assemblée, Sonia Krimi, députée LREM de la Manche, a aussitôt quitté la salle. C'était le moins. En retour, Sonia Krimi a reçu des menaces de mort et un flot naturel d'insultes et d'insanités diverses, flot assorti d'une campagne de dénigrement de la France et de son histoire.

Le gouvernement turc n'allait tout de même pas présenter des excuses ; bien au contraire, son ministre des Affaires étrangères en a rajouté, en reprochant cette fois l'institution d'une journée nationale de commémoration du génocide des Arméniens, en avril 1915. Contrairement à la France, qui ne cesse de se repentir du colonialisme et de la guerre d'Algérie, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan s'érige en juge et gardienne de son histoire. La négation du génocide de 1915 est devenue un dogme d'Etat, gardé par la censure intérieure et par un véritable terrorisme intellectuel, visant à intimider les historiens et les gouvernements.

La France est donc une grande coupable devant l'histoire. Elle a toujours calomnié les Ottomans, comme en témoigne un fameux poème de Victor Hugo, *l'Enfant*, daté de juin 1828, récité dans toutes les écoles, à l'époque où l'on y enseignait la poésie française. « *Les Turcs ont passé là : tout est ruine et deuil* »...

Hugo, déjà, manipulait l'histoire, avec la complicité de Delacroix. La Turquie contemporaine ne peut supporter la longue histoire des massacres qui ont accompagné le déclin de l'Empire ottoman, de l'île grecque de Chio en 1822 au génocide

de 1915, en passant par les massacres répétés en Cilicie, à la fin du XIX^e siècle. Seule la France doit répondre de ses crimes, même de ceux que d'autres ont perpétrés au Rwanda. L'offensive antifrançaise serait anecdotique si elle ne s'inscrivait dans une révision systématique de l'histoire contemporaine.

Une doxa s'installe, obligeant la France à la repentance perpétuelle, tandis que l'Empire ottoman et les Etats barbaresques porteraient une histoire lumineuse. La France, il est vrai, fut esclavagiste, du Code noir de Louis XIV au décret d'abolition de la Convention en 1794, et du rétablissement de l'esclavage par Bonaparte à son abolition définitive par la

II^e République, en 1848. L'Empire ottoman affaibli accepta, en 1890, de signer une convention internationale interdisant le commerce d'esclaves, mais seulement le commerce. La pratique de l'esclavage perdura jusqu'à la défaite turque de 1918. Le colonialisme des puissances européennes est étudié sans concession dans tous les pays concernés, la France n'étant pas la dernière à regarder sévèrement son passé. Le souvenir de l'impérialisme ottoman, en Europe, au Proche-Orient et au Maghreb, tend à s'effacer. Pour mieux rompre avec toutes les avancées progressistes de la révolution kémaliste, Recep Erdogan n'a de cesse d'installer une histoire officielle, un révisionnisme d'Etat qui ne s'arrête pas à la négation du génocide des Arméniens.

Passe que le président turc revendique l'héritage des sultans et tente de restaurer une fierté nationale. Tous les pays honorent des héros douteux, rois, empereurs et

généraux, qui furent autant de criminels de guerre. Cependant, la Turquie entend imposer son histoire officielle jusque dans les réunions internationales, quitte à piétiner tous les usages diplomatiques, en insultant une délégation française. Les usages contemporains étant ce qu'ils sont, Sonia Krimi reçoit donc insultes et menaces, qui la visent personnellement, alors qu'elle agissait en tant que représentante élue des parlementaires français. L'intimidation accompagne la négation de l'histoire, les messages peuvent être anonymes, ils portent la marque de Recep Tayyip Erdogan. ■

